

Pour un vaste débat démocratique sur la dette Comment s'en sortir ?

Débat réunion publique

Lundi 6 Février à 20H

Lycée De Lattre La Roche Sur Yon

(165, rue Hubert Cailler)

« Triple A, Dette, Austérité... »

Est-ce aux citoyens de payer l'addition ?

Avec Jean-Marie Harribey

(Conseil scientifique ATTAC)

Amaury Lebreton *(sous réserve)*

(Etudiant Master 2 en Economie Université de Bordeaux

Membre de la Commission « Economie » au PCF – Militant Front de Gauche)

Et Denis Turbet-Delof (bureau national Solidaires)

Quels mécanismes ont conduit à cette situation ?

Etait-ce inéluctable ?

Quelles alternatives construire ensemble ?

Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence, retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. « Nous vivons au-dessus de nos moyens », telle est la rengaine que l'on nous ressasse dans les grands médias. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers ».

Nous refusons ces discours culpabilisateurs. Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe. C'est pourquoi a été créé un collectif national pour un audit citoyen de la dette publique que nous entendons faire vivre au niveau local.

Organisé par :

Associations : Amis du Monde Diplomatique, Attac Vendée

Syndicats : F.S.U., union syndicale Solidaires

En soutien : Europe Ecologie Les Verts, Parti Communiste Français, Parti de Gauche

Mobilisation pour un audit citoyen de la dette publique ! (appel national)

... et le lancement d'un vaste débat démocratique.

Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence... Retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. « Nous vivons au-dessus de nos moyens », telle est la rengaine que l'on nous ressasse dans les grands médias.

Maintenant « il faut rembourser la dette », nous répète-t-on matin et soir. « On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France ».

Nous refusons ces discours culpabilisateurs. Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés, en France et en Europe.

Avons-nous trop dépensé pour l'école et la santé, ou bien les cadeaux fiscaux et sociaux depuis 20 ans ont-ils asséché les budgets ?

Cette dette a-t-elle été toute entière contractée dans l'intérêt général, ou bien peut-elle être considérée en partie comme illégitime ?

Qui détient ses titres et profite de l'austérité ? Pourquoi les États sont-ils obligés de s'endetter auprès des marchés financiers et des banques, alors que celles-ci peuvent emprunter directement et pour moins cher à la Banque centrale européenne ?

Nous refusons que ces questions soient évacuées ou traitées dans notre dos par les experts officiels sous influence des lobbies économiques et financiers. Nous voulons y répondre nous-mêmes dans le cadre d'un vaste débat démocratique qui décidera de notre avenir commun.

En fin de compte, ne sommes-nous plus que des jouets entre les mains des actionnaires, des spéculateurs et des créanciers, ou bien encore des citoyens, capables de délibérer ensemble de notre avenir ?

Nous décidons d'engager le débat et de nous mobiliser dans nos villes, nos quartiers, nos villages, nos lieux de travail, en lançant un vaste audit citoyen de la dette publique.

Nous créons au plan national et local des collectifs pour un audit citoyen, avec nos syndicats et associations, avec des experts indépendants, avec nos collègues, nos voisins et concitoyens.

Nous allons prendre en main nos affaires, pour que revive la démocratie.

NOM prénom	Ville	Signature

Signataires du texte de référence (membres du collectif national) :

Assos et collectifs : AC!, Aitec, Amis de la Terre, Attac, CADTM, CEDETIM-IPAM, Collectif National des Droits des Femmes, Collectif Richesse, Coopérative DHR, Économistes Atterrés, Fondation Copernic, Utopia, LDH, Marches Européennes, RECit, Réseau Éducation Populaire.

• Syndicats : Confédération CGT, Fédération des Finances CGT, Fédération syndicale unitaire (FSU), Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, Sud Banque populaire – Caisse d'épargne (Sud BPCE), Union syndicale Solidaires.

• En soutien : Alternatifs, Europe Ecologie Les Verts (EELV), Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), Mouvement politique d'éducation populaire (MPEP), Nouveau parti anticapitaliste (NPA), Parti de Gauche (PG), Parti Communiste Français (PCF), Parti pour la Décroissance.

Signez l'appel: <http://www.audit-citoyen.org/>